

LA REUNION « MONACO » : FORCES EN PRESENCE ET DECISIONS
Jean-William Dereymez

La réunion dite « de Monaco » se tint le 25 janvier 1944 à Méaudre pour des raisons de sécurité, car elle ne concernait pas directement le Vercors. Initiée par Pierre Flaureau (*Pel*), membre revendiqué du Parti communiste, elle est présentée comme le prolongement des réunions d'un comité exécutif, émanation d'un comité directeur de la France combattante pour l'Isère. Georges Valois, représentant des Mouvements de Résistance unis (Libération, Combat, Franc-Tireur) et de l'Armée secrète (AS), Léon Chevallet, du Front national, et Pierre Flaureau, du PCF, fondèrent en effet fin mai 1943 le Comité de l'Isère et des Alpes dauphinoises de la France combattante. Devant le danger représenté par la réunion d'une quinzaine de personnes, on créa un comité exécutif de trois membres comprenant en fait les trois fondateurs, *Kléber* dit *Ney* (D^f Gaston Valois), *Bayard* dit *Benoît*, (Chevallet) pour le Front national (FN), mais aussi le Parti socialiste et la CGT, *Pel*, pour le PC et les FTP, responsable devant le Comité directeur. La dernière réunion de ce comité avant celle de « Monaco » remontait au mercredi 24 novembre en fin d'après-midi, la veille même du début de la « Saint-Barthélemy grenobloise » qui vit entre autres l'arrestation et la mort du D^f Valois.

La réunion de Méaudre prit place dans le droit fil des précédentes. Elle se tint, en présence d'une dizaine de participants (*cf.* tableau 1), à l'hôtel de la Poste, tenu par un soutien actif de la Résistance, Marcel Rochas. Celui-ci fit de son établissement le rendez-vous des résistants du Vercors, et E. Chavant y établit son quartier général lors des événements de juillet-août 1944. La sœur de M. Rochas, Yvonne, l'aidait tant dans sa tâche hôtelière que résistante. Les Allemands arrêtaient Pierre, fils de Marcel Rochas, et le fusillèrent le 14 août en compagnie d'une vingtaine d'autres jeunes gens capturés dans le Vercors.

Tableau 1 Réunion <i>Monaco</i> Participants à la réunion Tenue à Méaudre le 25 janvier 1944				
Nom	Pseudonyme	Organismes représentés	Type de voix (D=délibérative, C=consultative)	Nombre de mandats
Léon Chevallet	<i>Benoît</i> (membre du CE)	Front national (FN) et Femmes de France (FF)	D	2
Pierre Flaureau	<i>Pel</i> (membre du CE)	Parti communiste (PC), Francs-tireurs et partisans (FTP), Confédération	D	3

		générale du travail (CGT)		
Albert de Seguin de Reyniès	Commandant <i>Rolland</i>	Armée secrète (AS)	D	1
Eugène Chavant	<i>Clément</i>	Parti socialiste (PS)	D	1
		Franc-Tireur (FT)	C	
Eugène Samuel	<i>Jacques</i>	Franc-Tireur (FT)	D	1
André Sibellas	<i>Martin ou Ric</i>	Libération	D	1
Alphonse Manhaudier	<i>Martigues</i>	Combat	D	1
		Maquis du Grésivaudan	C	
Alain Le Ray	Capitaine <i>Rouvier</i> , et son état-major dont le capitaine X	Maquis du Vercors	C	
Lecutiez	<i>Lepape</i>	Représentant messieurs <i>Meunier</i> et <i>Lebreton</i> du NAP (Noyautage des administrations publiques), empêchés	C	
Source : Papiers Requet Cité dans Pierre BOLLE (dir.), <i>Grenoble et le Vercors, de la Résistance à la Libération</i> , Lyon, La Manufacture (L'Histoire partagée), 1985, 344 p.				

Une simple addition indique que les deux participants représentant des organisations communistes ou proches du Parti – l'ancienne tendance communiste prédominait dans la CGT réunifiée depuis les accords du Perreux du 17 avril 1943 – totalisaient la moitié des mandats. D'autres données chiffrées montrent le poids des interventions des membres communistes, si l'on se reporte au tableau 2.

Participants	Nombre de mentions
<i>Pel</i>	64
<i>Benoît</i>	32
<i>Rolland</i>	24
<i>Clément</i>	19
<i>Martigues</i>	12
<i>Martin</i>	9
<i>Lepape</i>	6
<i>Rouvier</i>	5
<i>Jacques</i>	1
Source : Papiers Requet Cité dans BOLLE Pierre (dir.), <i>Grenoble et le Vercors, de la Résistance à la Libération</i> , Lyon, La Manufacture (L'Histoire partagée), 1985, 344 p.	

On constate ainsi que près d'une centaine de mentions, donc généralement d'interventions, concernent *Pel* et *Benoît*, tandis que les représentants du Vercors ne sont mentionnés que vingt-cinq fois, dont dix-neuf pour *Clément*. *Jacques*, cité une fois, n'intervint pas.

Avant de passer à l'étude des décisions à prendre, *Pel* se livra à une violente attaque contre *Ney*, le D^r Valois, accusé d'avoir fui dans le Midi lors de la Saint-Barthélemy, donc de « désertion » de son « poste de commandement » « consacrée par le fait que *Ney* vivant ne donne pas signe de vie à ses pairs et à ses subordonnés, perdant ainsi la confiance générale ». Les participants approuvèrent ce qui ne constituait qu'une rumeur : en fait, le médecin, arrêté et transféré dans les locaux de la police allemande, cours Berriat à Grenoble, s'était suicidé dans sa cellule, en présence de plusieurs témoins dont Gustave Estadès, après une séance de torture. *Pel* revint ensuite à la charge contre Valois, l'accusant d'« abus de pouvoir » qu'il aurait fallu « démasquer », *Ney* ayant assuré représenter l'ensemble des mouvements regroupés dans les MUR.

L'assemblée traita ensuite de deux principales questions, celle de l'organisation administrative et politique du département de l'Isère, et donc d'une partie du Vercors, à la Libération, celle de la lutte armée et y ajouta des questions plus précises, tel le sort du chef de gare, du directeur de la poste, des miliciens, etc. En ce qui concerne le premier thème, le tableau 3 indique la composition prévue du CDLN. Le Vercors constituait une exception puisqu'il y est représenté en tant que tel, ce qui n'est pas le cas des autres maquis, seuls des mouvements de Résistance ou des partis l'étant. Parmi les mouvements, Libération bénéficiait de deux représentants alors qu'il était peu présent en Isère, au contraire de Combat et de Franc-Tireur.

Tableau 3 Réunion Monaco Composition du CDLN prévue le 25 janvier 1944	
Formation	Représentant
Combat	Alphonse Manhaudier (<i>Evreux</i>)
Franc-Tireur	Dr Eugène Samuel-Ravalec (<i>Jacques</i>)
Libération	André Sibellas (<i>Ric</i>) Auguste Vernet (<i>Rac</i>)
Front National	Léon Chevallet (<i>Benoît</i>)
Armée secrète	Albert de Seguin de Reyniès (<i>Rolland</i>)
NAP	Jean Lecutiez (<i>Lepape</i>)
Vercors	Alain Le Ray (<i>Rouvier</i>)
Parti communiste FTP CGT	Pierre Flaureau (<i>Pel</i>)
Parti socialiste	Eugène Chavant (<i>Clément</i>)

Sources :
 Compte rendu de la réunion « Monaco »
 FLAUREAU Pierre, « Le Comité de Libération de l'Isère », in BOLLE Pierre, *Grenoble...*, op. cit., pp. 82-83.

Quant au comité exécutif, à propos duquel la discussion porta sur le nombre de ses membres, les participants trouvèrent un compromis en nommant trois membres actifs, dont deux communistes, et deux suppléants. *Clément* reprochant au D^r Valois d'avoir parlé au nom de Franc-Tireur, les Mouvements unis ne comprirent plus que Combat et Libération, Franc-Tireur bénéficiant d'une représentation à part.

Tableau 4 Réunion <i>Monaco</i> Le comité exécutif du CDLN Créé par la réunion Le 25 janvier 1944			
Pseudonymes	Noms	Organisations représentées	Qualité de membre
<i>Brunet</i>	Louis Nal	MU (Combat, Libération) AS	actif
<i>Benoît</i>	Léon Chevallet	FN, FTP, FF	actif
<i>Pel</i>	Pierre Flaureau	PC	actif
<i>Clément</i>	Eugène Chavant	FT et PS	suppléant
X		CGT	suppléant
Source : Papiers Requet Cité dans BOLLE Pierre (dir.), <i>Grenoble et le Vercors, de la Résistance à la Libération</i> , Lyon, La Manufacture (L'Histoire partagée), 1985, 344 p			

Toujours dans le domaine administratif, la réunion nomma un futur président du CDLN qui devait être en même temps commissaire de la République, équivalent du préfet, à savoir Bersier. En fait, le GPRF lui préféra Albert Reynier (*Vauban*), nommé préfet le 5 mai 1944 et donna à Bersier le poste de secrétaire général de la préfecture après la Libération, tandis qu'Eugène Chavant présida le CDLN.

Les différends les plus nets se manifestèrent à propos du « *plan d'insurrection* » et de « *la prise du pouvoir* ». *Pel* défendait l'idée du déclenchement immédiat de la lutte armée : « *Que nos faiblesses d'homme, affirmait-il, ne nous fassent pas abandonner nos devoirs de patriotes, et le premier de ces devoirs, c'est de frapper l'ennemi sans trêve ni répit en tous lieux et en toutes circonstances* » et pour cela, ajouta-t-il, « *inspirons-nous de l'exemple des vaillantes populations soviétiques et yougoslaves* ». Les « *patriotes* » devaient donc déclencher l'insurrection quel qu'en fût le prix pour les populations civiles. « *Pour agir, assurait-il, la Résistance ne peut pas raisonnablement tenir compte de convenances particulières de tel ou tel individu ou de tel ou tel groupe. Comment pouvons-*

nous espérer battre le boche qui est un ennemi redoutable sans consentir aux sacrifices inévitables ? » Ces sacrifices s'avéraient même nécessaires pour pousser les populations à la résistance : « *Non seulement les coups que les Allemands pourraient encore porter à nos populations ne les conduiront pas à une abdication mais durciront toujours davantage la volonté des "Brûleurs de loups" de mener contre les boches une lutte impitoyable et sans merci* ».

Face à ces positions extrêmes, Rolland, appuyé en cela par Martigues, refusa « *l'utilisation des armes pour mener contre le boche une guerre de guérilla immédiate* ». « *Notre action, affirma-t-il, doit coïncider avec des opérations militaires de grande envergure tel que le débarquement que nous appelons de tous nos vœux* ». « *Si nous déclençons une telle action, les représailles allemandes contre les populations civiles seront terribles et ces populations se désolidariseront de la Résistance. De plus, nous risquons de voir nos villes et nos villages détruits* », ce qui advint dans le Vercors malgré les précautions prises par les chefs militaires pour éviter les représailles. Parlant des bombardements allemands dans le Vercors, le lieutenant Stephen notait : « *Les paysans se sont indignés d'abord. [...] Il semble que ce soit une injustice qu'on leur fait, un mauvais tour qu'on leur joue. Visiblement et sans oser le dire, ils nous en tiennent pour responsables : "C'est malheureux tout de même. Avant, ils nous laissaient tranquilles. Ils n'étaient pas méchants comme cela..."* ».

À l'inverse, Pel sollicite le témoignage du « capitaine X », adjoint de Rouvier, présent à la réunion, qui décrit le combat des Barraques-en-Vercors, le 22 janvier 1944, soit trois jours auparavant, se soldant par la destruction de fermes. L'officier assura qu'après un « *profond abatement à la vue des foyers détruits* », le « *désir [des paysans] de nous aider et de nous seconder est plus grand que jamais. Avec des armes en mains, ces paysans seront pour nous, à l'avenir, de rudes compagnons de lutte.* » Mais, sentant sans doute qu'il n'obtiendrait pas l'assentiment de tous sur ce sujet délicat, Pel demanda « *de poursuivre l'ordre du jour* ».

Si l'importance de cette réunion, célèbre dans les annales iséroises, n'est pas niable, elle ne constitua pas un moment de parfaite union entre résistants. Outre les différends déjà relevés, l'atmosphère s'avéra parfois, ainsi que l'indiqua plus tard Lecutiez, « *tumultueuse* », notamment à ses débuts, lorsqu'une algarade éclata entre E. Chavant jetant au visage de De Reyniès que les responsables de la défaite, étaient « *les réactionnaires, les hommes de droite, la calotte* », accusations auxquelles le commandant répliqua que c'était au contraire le Front populaire. D'autre part, les décisions prises ne connurent qu'une exécution partielle. Elle refléta cependant de manière fidèle les positions des différents éléments en présence en

France en 1944, particulièrement entre ceux qui souhaitaient que la Résistance combattît de conserve avec les Alliés, après le débarquement, et ceux exigeant une action immédiate, quel qu'en fût le prix.